

De l'importance des mots

Dans notre société, les mots ont perdu leur signification première pour devenir des vecteurs de propagande, au point où les mots peuvent dire tout et leur contraire.

Les mots ont un sens. Mais avec l'avènement des droites dures et la prise de pouvoir par leurs autocrates installés démocratiquement ou pas, avec la domination de l'économie ultralibérale et du capitalisme conquérant, les mots sont devenus les moyens du pouvoir pour mieux capter le peuple et le faire penser selon les besoins de la clique en place et de le convaincre de suivre les injonctions intéressées sans résistance ni rébellion. Quand les intérêts économiques ou territoriaux sont en jeu, quand les interlocuteur-trices ont d'autres intérêts et objectifs que ceux avoués et que les entretiens se déroulent sans la participation des principales et principaux intéressés-s, les mots n'ont de sens que celui que chaque dirigeant-e veut bien en donner pour que son point de vue soit dominant.

Sécurité veut maintenant dire répression et lois liberticides, escalade militaire et dépenses pour l'armement ; modernité veut maintenant dire l'emprise totale du numérique hégémonique et de l'IA nouvelle maîtresse du monde ; travail veut maintenant dire soumission complète aux besoins d'un capitalisme omniprésent destructeur et basé sur l'excavation et l'exploitation ; amour veut maintenant dire subordination à la hiérarchie et l'acceptation du racisme, de la haine et de la ségrégation ; diplomatie veut maintenant dire arrangements tacites entre les *leaders* (G7) pour l'assise de leur domination et les rapports de force ; paix veut maintenant dire guerre perpétuelle, occupation armée, génocide. Ils prétendent vouloir la paix mais la signification de ce mot est, pour chaque dirigeant-e, conditionnée à sa volonté de réaliser de substantiels gains économiques, principalement à son profit et à celui de ses proches. Ces intervenant-es majeur-es font fi de tous leurs engagements et promesses, ainsi que de toutes les règles et conventions internationales et seules leurs propres interprétations des lois sont valables et ont cours. Peu leur importent les conséquences pour le reste du monde. Ce mot paix est abusivement utilisé pour mieux endormir celles et ceux qu'ils entendent spolier outrageusement. Ils prétendent vouloir négocier mais ces négociations sont conditionnées à leurs intérêts propres et ne peuvent aboutir car les participant-es ne sont pas de bonne foi et n'ont que le profit, le mépris et la domination des adversaires pour seule ambition. Les négociations de paix sont donc vouées à l'échec et potentiellement à de nouveaux conflits, but premier de ces gens. Dans un tel contexte, ce mot paix n'a plus que la signification

qu'ils veulent bien lui donner et perd celle voulue par le peuple, elle prend même l'allure d'un jeu de poker-menteur.

Par exemple, le discours qu'a fait Mark Carney, premier ministre du Canada, lors du dernier WEF démontre bien comment on peut en surface défendre l'environnement mais en réalité sa priorité n'était pas et n'avait jamais été le climat mais les intérêts du secteur financier. Selon John Woodside dans le *National Observer* : « *Un réexamen des interventions les plus marquantes de Carney sur la question ne révèle pas un défenseur du climat soucieux de protéger les populations et la planète. Il met plutôt en lumière un individu doté d'un sens aigu des risques et des opportunités financières.* »

La priorité pour Carney, c'est moins la crise climatique que la « stabilité » du système financier. Il faut donc interpréter les revirements de Carney en matière climatique comme des tentatives de protéger, coûte que coûte, les intérêts des banques, des gestionnaires d'actifs et autres acteur-rices financier-ères qui, avec la réélection de Trump et l'abandon de politiques climatiques ambitieuses, ont remis le risque climatique au placard.

Comme le résume Lucie Pinson, fondatrice et directrice de l'ONG « *Reclaim Finance* », en parlant de Carney et de ses efforts de mise du climat à l'agenda des institutions financières : « *ils visaient à protéger la finance contre les conséquences du dérèglement climatique, pas à empêcher la finance de l'aggraver.* »

Contrairement à ce qu'affirment certain-es observateur-trices et spécialistes de la géopolitique contemporaine du climat, la sourde pression de la crise climatique ne s'est pas substituée à la sourde pression des rapports économiques et à la quête de profits à tout prix. Dit autrement, ce qui « passionne » Carney, c'est moins le changement climatique que la défense des intérêts de la finance.

En résumé, les mots ont été tordus et dénaturés, non pas pour améliorer le monde ou changer ses tendances mais pour satisfaire les besoins et asseoir encore plus fermement les pouvoirs en place. Cette verbalisation a atteint son paroxysme et les mots n'ont plus leur signification communément acceptée pour le plus grand malheur de nous toutes et tous et pour le bénéfice des quelques-un-es qui se sont hissés aux sommets du pouvoir justement en interprétant les mots à leur guise.

Georges Tafelmacher, Pully
(libre penseur)

N.B. Mon article se veut une introduction au forum de L'Essor n°4 (d'août 2026) concernant **la désinformation**.